

ACTION URGENTE

DEUX DÉFENSEURS DES DROITS DU TRAVAIL LIBÉRÉS

En Chine, deux défenseurs des droits du travail ont été libérés, mais trois autres demeurent en détention, uniquement en raison de leurs actions légitimes en faveur des droits des travailleurs dans la province du Guangdong, dans le sud-est du pays. Ces remises en liberté laissent à penser que l'attention portée à leur situation a pu avoir un impact. Il faut encore se mobiliser pour ceux qui restent derrière les barreaux.

Le 10 janvier, **Zeng Feiyang**, directeur du Centre des travailleurs de Panyu et l'un des dirigeants syndicaux les plus influents de la région, ainsi que le militant **Meng Han**, ont été arrêtés officiellement pour avoir « rassemblé une foule en vue de troubler l'ordre public ». Le militant **He Xiaobo** a également été interpellé pour détournement de fonds. Ils avaient déjà été arrêtés le 4 décembre, tout comme **Zhu Xiaomei**, libérée sous caution le 2 février, et **Tang Jian**, lui aussi remis en liberté. Les militants **Deng Xiaoming** et **Peng Jiayong** ont été relâchés le 10 janvier.

Zeng Feiyang et Meng Han se trouvent au Centre de détention n°1 de la ville de Guangzhou, tandis que He Xiaobo est enfermé au centre de détention du district de Nanhai, à Foshan. Aucun d'entre eux n'a pu consulter son avocat depuis leur première arrestation, en violation de la législation chinoise.

Leur arrestation et leur détention s'inscrivent dans le cadre d'une répression coordonnée visant le mouvement de défense des droits des travailleurs dans la province du Guangdong, alors que les tensions industrielles se durcissent dans la région. Trente-trois autres militants ont été interrogés dans le cadre de cette répression, puis libérés. Les médias officiels semblent mener une campagne de dénigrement contre les militants. Plusieurs les accusent d'inciter les travailleurs à entrer en grève et d'accepter des fonds d'organisations étrangères.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en chinois, en anglais ou dans votre propre langue :

- appelez les autorités à libérer Zeng Feiyang, He Xiaobo et Meng Han immédiatement et sans condition ;
- en attendant leur libération, priez-les d'autoriser ces personnes à pouvoir communiquer librement et régulièrement avec leurs familles et leurs avocats, et de veiller à ce qu'elles ne soient pas soumises à des actes de torture et d'autres mauvais traitements.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 28 MARS 2016 À :

Procureur général de Guangdong

Provincial People's Procuratorate

Guangdong Provincial People's
Procuratorate

Huaqianglu, Tianhequ,

Guangzhou, Guangdong Province

Chine

Tél. : +86 20 8711 8999 (en chinois
uniquement)

Formule d'appel : *Dear Procurator*

*General, / Monsieur le Procureur
général,*

Directeur

Li Chunsheng

Guangdong Provincial Public Security
Department

No. 97 Huanghualu

Guangzhou City, Guangdong Province

Chine

Courriel : xf@gdga.gov.cn,

info@gdga.gov.cn

Formule d'appel : *Dear Director, /*

Monsieur,

Copies à :

Premier ministre

Li Keqiang Guojia Zongli

The State Council General Office

2 Fuyoujie, Xichengqu,

Beijingshi 100017

Chine

Fax : +86 10 65961109 (via le ministère
des Affaires étrangères)

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Chine dans votre pays (adresse/s à compléter) :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la troisième mise à jour de l'AU 281/15. Pour plus d'informations : <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa17/3346/2016/fr/>

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

DEUX DÉFENSEURS DES DROITS DU TRAVAIL LIBÉRÉS

COMPLÉMENT D'INFORMATION

La province industrielle du Guangdong, située dans le sud-est de la Chine, est surnommée « l'usine du monde », en raison des très nombreuses usines qui y sont implantées et qui constituent les chaînes d'approvisionnement des principales industries mondiales comprenant le textile, l'électronique, les biens de consommation et les jouets.

Au cours de ces dernières années, la Chine a promulgué des lois et des réglementations visant à protéger les droits des travailleurs, mais elles ne sont guère appliquées. Les syndicats indépendants sont interdits et la Fédération nationale des syndicats chinois (FNSC) est la seule organisation autorisée à représenter les travailleurs en Chine. Les syndicats qui y sont affiliés au niveau de l'entreprise sont souvent contrôlés par les dirigeants des usines, ce qui limite leur capacité à protéger les intérêts des travailleurs.

Ces dernières décennies, de nombreuses ONG défendant les droits du travail ont été fondées dans le but d'aider les travailleurs à protéger leurs droits. Le dirigeant syndical Zeng Feiyang, actuellement en détention, a fondé son ONG en 1998. Si les ONG qui défendent les droits du travail subissent parfois le harcèlement des autorités et se heurtent à une certaine résistance des usines locales, elles sont dans une large mesure tolérées, voire encouragées, par les gouvernements locaux et provinciaux, qui reconnaissent leur capacité à consolider la stabilité sociale en aidant les travailleurs grâce à des formations en droit, à des actions en justice, à des aides pour les accidents du travail, et en fournissant des services sociaux.

Cependant, depuis au moins un an, les défenseurs du droit du travail sont victimes d'un harcèlement croissant, et même de menaces et d'agressions physiques, tandis que la croissance économique chinoise ralentit et que de nombreuses usines quittent la province du Guangdong en raison des coûts plus élevés. China Labour Bulletin, un groupe de défenseurs basé à Hong Kong, a enregistré 301 grèves en Chine en novembre, un chiffre record. Au total, 56 grèves ont eu lieu dans la province du Guangdong, à savoir plus du double du nombre de grèves dans les autres provinces.

La répression qui vise les ONG défendant les droits des travailleurs fait suite à une répression sans précédent menée depuis l'été 2015 contre les avocats et les militants, dans le cadre de laquelle plus de 250 personnes ont été prises pour cible, dont 18 ont été arrêtées officiellement.

Noms : Zeng Feiyang (h), Zhu Xiaomei (f), He Xiaobo (h), Peng Jiayong (h), Meng Han (h), Deng Xiaoming (h), He Minghui (h) et Tang Jian (h)
Hommes et femmes

Action complémentaire sur l'AU 281/15, ASA 17/3435/2016, 15 février 2016